



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Épinal, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETIENNE

Carrière de Gerbamont

Références : S-24-1317RP

Code AIOT : 0006207685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2024 de la carrière de Gerbamont (88120). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite faite suite au constat par la gendarmerie de brûlage de déchets de cet été.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETIENNE
- 12 rue du Bouchot 88120 Gerbamont
- Code AIOT : 0006207685
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ETIENNE est une entreprise du BTP qui exploite une carrière sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2782/2013 du 20 décembre 2013.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Aire de stationnement des engins	Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 3.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Tirs de mines - UDR	Arrêté Préfectoral du 09/01/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est proposé de mettre en demeure la société ÉTIENNE de stationner ses engins de chantier sur une aire étanche au droit de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aire de stationnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2013, article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des sols
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation, pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté sur la partie basse de la carrière, le stationnement de deux pelleteuses hors zone étanche. Il n'existe aucune aire de stationnement sur le site. En cas de fuite des engins, les produits se répandent directement sur le sol.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de créer une aire de stationnement étanche entourée par un caniveau relié à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels sous un délai de 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Tirs de mines - UDR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Explosifs
Prescription contrôlée : Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à : <ul style="list-style-type: none">• 1 050 kg d'explosifs ;• 250 ml de cordeau détonant ;• 104 détonateurs.
Constats : D'après le registre de suivi, les quantités livrées pour les tirs du 14 février 2024 au 21 novembre 2024 sont conformes à l'UDR.
Type de suites proposées : Sans suite